

rester au pouvoir encore deux ans. Une chose certaine c'est que le public canadien ne bénéficie aucunement de ce budget.

M. BEAUBIEN: Le parti dont l'honorable député est membre n'a-t-il pas clamé partout le Dominion en 1911 que nous cédiions le Canada sans rien recevoir en échange?

M. SPENCE: La réciprocité était une erreur alors, comme aujourd'hui c'est une erreur de réduire le tarif.

M. HUBBS: Mon honorable ami de Parkdale a répondu à la question. Pendant la campagne de 1911, le cri de ralliement des libéraux était: "A bas les gros industriels!" D'après moi ils ont certainement réussi à jeter bas les gros industriels, et ceux qui ne sont pas ruinés ne seront sûrement pas en mesure, —du reste ils n'y seront pas disposés,—à développer le pays comme il devrait être développé. D'ailleurs, est-ce que les Etats-Unis ont jamais rien donné au Canada? On se rappelle ce qui est arrivé lorsque le gouvernement précédent obtint un régime de réciprocité dans les produits de blé et les pommes de terre; aussitôt que les cultivateurs américains se sentirent atteints le Congrès intervint et non seulement rétablit l'ancien droit mais le fit plus élevé. Je reconnais que nos fermiers canadiens traversent une passe difficile, que leur situation actuelle est pénible; mais que faut-il faire pour y remédier? Ce n'est certainement pas en amenant des cultivateurs d'Europe pour augmenter notre production, alors que nous sommes dans l'impossibilité de vendre, même au prix de revient, ce que nous produisons actuellement. Ce n'est pas non plus en envoyant nos jeunes gens chercher du travail aux Etats-Unis, ni en fermant nos établissements industriels, à tel point que nos gens, ne pouvant plus obtenir de travail chez eux, sont obligés d'aller en chercher ailleurs. Enfin, ce n'est pas en ruinant nos quelques industries et notre marché domestique déjà trop limité.

L'honorable député de Brome (M. McMaster) a dit, l'autre jour, que le président de la compagnie Massey-Harris avait exprimé l'opinion, en 1917, que cette société ferait plus d'argent après que les droits de douane sur les instruments agricoles auraient été diminués, à condition toutefois qu'on supprimât en même temps les droits sur les matières premières qui entrent dans leur fabrication. Je demande à notre honorable collègue de faire répéter cette déclaration par le président de la compagnie Massey-Harris, aujourd'hui. Je concède que cette société a donné un communiqué aux journaux, l'autre jour, mais ce n'était que pour se faire une bonne réclame. La compagnie Massey-Harris, à l'époque où elle a fait la déclaration en question, en réalisa des bénéfices, et les cultivateurs aussi. Le

[M. Hubbs.]

malheur pour ces derniers est qu'ils n'ont pas mis cet argent de côté: comme beaucoup d'entré nous, ils l'ont dépensé au fur et à mesure, même assez facilement et assez rapidement. Comme nous, ils ont acheté des automobiles et beaucoup d'autres articles de luxe, simplement pour se maintenir à la hauteur. Voilà d'où proviennent nos embarras actuels: notre argent est parti et maintenant que sont arrivés les temps difficiles, nous n'avons rien pour y parer. Le cultivateur qui, dans les bonnes années, a économisé son argent, qui, au lieu d'acheter une automobile, a gardé son cheval et sa voiture et qui, a surveillé son entreprise, est, aujourd'hui, un homme à l'aise, qui n'a pas à s'inquiéter des difficultés du moment. Cela ne me ferait rien de ruiner nos industriels, si c'était là un moyen de développer le Canada; mais l'histoire universelle a prouvé que pour qu'un pays soit prospère, il faut que tous, cultivateurs, artisans, négociants, gens de profession libérale, travaillent de concert pour édifier la nation. L'Institut international d'agriculture de Rome a été unanime à déclarer qu'un artisan fait vivre un cultivateur. Par conséquent, ce qu'il nous faut dans ce pays, c'est un plus grand nombre d'artisans, et on ne peut pas les avoir sans développer notre industrie. On ne peut encourager notre industrie, qu'en lui permettant de faire concurrence à celle du sud, qui est éminemment spécialisée et considérablement protégée. Allons-nous perdre nos centres industriels pour le plaisir d'employer des ouvriers mal rétribués d'Europe? Nos fabriques de tissus et les autres industries canadiennes qui ont largement contribué au développement du pays depuis cinquante ans sont obligées de fermer leurs portes. Ce n'est pas parce que les Canadiens achètent moins; c'est parce que les Anglais, les Français et les Allemands peuvent vendre à meilleur marché que nous, grâce au prix peu élevé de leur main-d'œuvre et aussi à la dévalorisation de leurs devises. Notre embarras ne provient pas de ce que notre tarif est élevé: il est dû au manque de capitaux et à l'existence de tarifs douaniers trop élevés dans d'autres pays, qui nous empêchent d'écouler le surplus de notre production. Nous avons un surplus de produits agricoles, et comme il arrive toujours, lorsqu'il y a abondance d'offres, les prix baissent. Le marché agricole est ruiné avant même que nos cultivateurs commencent leurs opérations. Vous pouvez aller dans les boutiques de la capitale, aujourd'hui, et y acheter des fraises américaines. Le marché pour les fraises, les cerises, les pêches et tout ce que nos cultivateurs produisent, est tué avant que nos